



Réalisation de prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie du bâtiment de la FOSSY à AUXERRE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

AO 2024 - 33

APPEL D'OFFRES OUVERT

Date limite de réception des plis : le 28 janvier 2025 à 11h

Date limite pour poser des questions : le 21 janvier 2025 à 11h

POUVOIR ADJUDICATEUR/ACHETEUR

Fédération des Organismes de Sécurité Sociale de l'Yonne
1 et 3 rue du Moulin
89000 AUXERRE

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

Mme la Directrice de la FOSSY
Mme Elisabeth LACROIX

SOMMAIRE

1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1. Mode de passation	3
2.2. Forme et étendue du marché.....	3
2.3. Allotissement	3
2.4. Lieu d'exécution.....	3
2.5. Durée du marché et délais d'exécution	4
2.6. Variantes et Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.7. Clauses sociales.....	4
2.8. Clauses environnementales.....	4
3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
4 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
5 - CONDITIONS DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION AUX CANDIDATS	5
6 - FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	5
7 - DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS	5
8 - PRESENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES	5
9 - CANDIDATURE	5
9.1. Conditions de participation.....	6
9.2 Examen des candidatures	7
9.3 Précisions sur la sous-traitance	7
10 - OFFRE	8
12 - MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS	8
13 - EXAMEN DES OFFRES	9
13.1 Critères d'attribution des offres	9
13.2 Modalités d'examen des offres	9
14 - ATTRIBUTION DU MARCHE	10
15 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
16 - VISITE DU SITE.....	11
17 - VOIES DE RECOURS.....	11

1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage des locaux et des vitreries du bâtiment de la FOSSY situé à AUXERRE.
La surface à nettoyer est d'environ 8300 m²

Type de marché : Service

Nomenclature CPV
90910000 : <i>service de nettoyage</i>
90919200 : <i>service de nettoyage des bureaux</i>
90911300 : <i>service de nettoyage des vitres</i>

2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Mode de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L2124-2, R2161-2 à 5 et R 2172-1 à 6 du code de la commande publique.

L'organisme se réserve le droit de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables prévue à l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Au terme de cette procédure, la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché et exécutées par l'entrepreneur pourront lui être confiées sous réserve toutefois que cette possibilité réponde aux exigences posées par ledit article.

2.2. Forme et étendue du marché

La consultation vise à la conclusion d'un marché ordinaire à prix forfaitaire.

2.3. Allotissement

En vertu de l'article L.2113-11 du code de la Commande Publique, le présent marché n'est pas alloti, les prestations n'étant pas distinctes.

2.4. Lieu d'exécution

Les prestations s'effectuent dans les locaux situés à Auxerre aux adresses suivantes :

Bâtiment principal situé aux adresses suivantes :

- 1 et 3 rue du Moulin
- 12 rue du Clos

Bâtiment annexe situé au

- 18 rue du Clos

2.5. Durée du marché et délais d'exécution

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 1 an.

Il peut être reconduit 2 fois par reconduction tacite pour une durée d'un (1) an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder quatre 3 ans.

Dans le cas d'une non-reconduction, la FOSSY notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 2 mois. L'absence de reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Entre la notification du marché et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire procède à la mise en place des prestations, notamment à la reprise du personnel avec le titulaire sortant.

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est prévu le 5 mai 2025.

2.6. Variantes et Prestations supplémentaires éventuelles

➤ **Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

➤ **Prestations Supplémentaires Eventuelles**

Le présent marché ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

2.7. Clauses sociales

Sans objet

2.8. Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. Celles-ci sont précisées au CCTP.

3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le présent dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation
- le cahier des clauses administratives particulières ;
- le cahier des clauses techniques particulières et ses 5 annexes
- un acte d'engagement
- un cadre de réponse technique
- la liste relative à la reprise du personnel

4 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à l'initiative de l'acheteur, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

5 - CONDITIONS DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION AUX CANDIDATS

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Les documents de la consultation sont en accès libre, gratuit, direct et complet.

En s'identifiant sur la plateforme pour retirer le DCE, le candidat recevra une alerte à chaque modification des pièces du DCE.

6 - FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

Pour cette consultation, les concurrents se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

Si l'attributaire du marché est un groupement, le titulaire du marché sera un groupement conjoint dont le mandataire sera solidaire en raison de la spécificité de l'opération et afin de garantir sa bonne exécution.

7 - DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS

Le délai de validité des propositions est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

8 - PRESENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

Les propositions doivent être obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros.

9 - CANDIDATURE

9.1. Conditions de participation

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations. L'acheteur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Conformément aux dispositions des articles R 2143-13 et R 2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Documents à produire pour la candidature (par voie électronique exclusivement)

Soit par DUME :

- **Uniquement** la partie IV – α « indication globale pour tous les critères de sélection »
 - la partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des **3** derniers exercices,
 - la partie IV - C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les **3** dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans,
 - la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres **pendant les 3 dernières années**.

Soit par les formulaires DC1 et DC2

Afin d'optimiser la transparence d'analyse de l'ensemble des candidatures, et dans un souci d'égalité de traitement entre les soumissionnaires, il est fortement apprécié et recommandé aux postulants d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), **dernière mise à jour en vigueur**, pour présenter leur candidature.

Ces documents sont disponibles gratuitement à l'adresse électronique suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils contiennent les éléments indiqués ci-dessous :

Au titre de leur capacité juridique

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11, R.2143-3 et R.2143-9 du code de la commande publique :

- Lettre de candidature (ou DC1 dernière version recommandée) ;
- DC1 (lettre de candidature) ;
- DC2 (déclaration du candidat) ;
- Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat dans le cadre de la consultation ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en **redressement judiciaire** ;

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et 45 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique 48 et qu'il est en règle au regard du respect des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article R.2344-2 du code de la commande publique).

Au titre de leur capacité professionnelle, technique et financière

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-1 à 14 du code de la commande publique.

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires global** et le **chiffre d'affaires** concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des **trois derniers exercices** disponibles ;
- Déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Certificats de qualifications professionnelles** ou preuve de la capacité du candidat par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- **Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques.** Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

9.2 Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément. Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

9.3 Précisions sur la sous-traitance

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, il fournit à l'acheteur une déclaration (ou formulaire DC4 obtenu gratuitement sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) mentionnant :

- (a) la nature des prestations sous-traitées ;
- (b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- (c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- (d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

(e) les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

Pour justifier les capacités professionnelles techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par l'acheteur.

Candidature sous forme de DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

Candidature hors DUME

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>

10 - OFFRE

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- **le cadre de réponse technique complété et signé**
- **l'acte d'engagement complété et signé** (La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.)
- **L'attestation de visite** remise lors de la visite obligatoire
- **Les fiches de données de sécurité des produits (FDS)**

Le candidat pourra compléter son offre avec un mémoire technique qui viendra compléter le cadre de réponse technique mais seuls les éléments renseignés sur le cadre de réponse seront utilisés pour analyser l'offre.

12 - MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

Le dossier est constitué par l'envoi de fichiers informatisés reprenant les mêmes éléments que ceux énumérés à l'article 7 du présent Règlement de Consultation.

Les plis des candidats seront remis **exclusivement** sur la plate-forme de dématérialisation de la FOSSY : www.maches-publics.gouv.fr

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD ROM, clé USB : uniquement pour la procédure de sauvegarde) n'est pas autorisée.

Tout dépôt sur une plateforme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre est nul et non avenu.

Avertissements

- ✓ Tous les fichiers seront traités préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour.
- ✓ Tout fichier contenant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu

13 - EXAMEN DES OFFRES

13.1 Critères d'attribution des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée au regard des critères pondérés suivants :

1. Prix (40 %) :

- Au regard du montant annuel des prestations.

Le candidat ayant présenté l'offre la moins disante obtiendra la note de 20. Pour déterminer la note des autres candidats, il sera fait application de la formule suivante :
Note = 20 x (prix le plus bas/ prix proposé par le candidat)

2. Valeur technique (50 %) composé des sous critères suivants :

- Qualité des produits, matériels et machines utilisés
- Nombre d'heures totales sur l'année dédiées à la prestation de nettoyage des locaux
- Nombre d'heures totales sur l'année dédiées à l'encadrement du personnel
- Nombre d'heures totales sur l'année dédiées à la prestation de nettoyage de la vitrerie
- Gestion du personnel : organisation des remplacements, de l'encadrement, suivi de présence, formation et accompagnement
- Modalités de suivi et de contrôle de la prestation

3. Développement durable (10 %) composé des sous critères suivants :

- Proportion de produits répondant aux exigences d'un écolabel ou équivalent
- Mesures prises visant à limiter l'impact écologique des prestations exécutées

13.2 Modalités d'examen des offres

Il est procédé à l'examen des offres de tous les candidats dont l'offre est parvenue dans les délais.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

Les offres recevables sont classées par application des critères de sélection des offres et leur pondération définis ci-avant.

Le candidat dont l'offre est classée première est désigné attributaire provisoire.

Il deviendra attributaire définitif après avoir fourni les documents mentionnés à l'article 14 du présent Règlement de la Consultation.

14 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Documents à fournir :

Par application des articles R2143-6 à 12 et R2143-16 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 5 jours à compter de la demande notifiée par l'acheteur :

- **Un état annuel des certificats reçus** (formulaire NOTI1), signé de la *Trésorerie Générale* ou Cerfa n°3666.
- **Une attestation de fourniture de déclarations sociales** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (*article D8222-5 du code du travail*).

Depuis le 1^{er} novembre 2021 le K-Bis n'est plus exigé des candidats. Ils doivent à la place transmettre leur numéro unique d'identification, le Siren, grâce auquel l'organisme peut recueillir lui-même les informations nécessaires.

L'acheteur doit se connecter sur le site <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

Le Kbis peut cependant toujours être demandé « *lorsqu'en raison d'une impossibilité technique, une administration chargée de traiter une demande ou une déclaration ne peut accéder, par l'intermédiaire [du] système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification* ».

- **Dans le cas où** il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*article D8222-5 du code du travail*).
- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

- Une **attestation d'assurances** telles que mentionnées au CCAP.

En cas de non-présentation de tout ou partie des documents figurant ci-dessus, le candidat verra son offre rejetée.

En ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément aux articles R2143-6 à 12 et R2143-16 du code de la commande publique au profit de l'offre du candidat arrivant en 2^e position et ainsi de suite.

15 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour l'établissement de leur dossier de candidature, les candidats devront formuler leur demande directement sur la plate-forme de dématérialisation de la FOSSY : www.marches-publics.gouv.fr

Pour être destinataire de l'ensemble des questions/réponses, il est indispensable d'avoir téléchargé l'intégralité du DCE à l'adresse mentionnée ci-dessus. La demande et la réponse seront consultables sur le site, par l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE.

Dans tous les cas les candidats devront faire parvenir leur demande au moins 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise le sera aussi auprès des autres candidats.

16 - VISITE DU SITE

Dans le cadre de la réalisation du marché de nettoyage des locaux, les candidats devront assister à une visite sur le site afin d'évaluer les prestations à réaliser. Cette visite est obligatoire. Les candidats devront prendre leur disposition pour y assister ou s'y faire représenter.

Les candidats devront prendre rendez-vous au préalable auprès de : **Madame CHAPUIS au 06.18.51.67.01 ou Monsieur PATUROT au 06.18.51.71.76**

Les candidats qui ne seront pas venus visiter le site verront leur offre rejetée.

A l'issue de cette visite, ils reçoivent une attestation de visite. **Les candidats joignent cette attestation dans leur réponse à la consultation.**

17 - VOIES DE RECOURS

Les candidats disposent de la possibilité d'introduire un référé précontractuel et un référé contractuel à l'encontre de la présente procédure dans les conditions prévues à l'article 1441-1 et suivants du Code de procédure civile et de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.